

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 9 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 3 mars 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHROME DUR INDUSTRIEL MC 16

RN 141
Fontafie
16270 NIEUIL

Références : 2026_356_UdD16-86_Env
Code AIOT : 0007201225

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 3 mars 2026 dans l'établissement CHROME DUR INDUSTRIEL MC 16 implanté Route Nationale 141 Fontafie, 16270 NIEUIL. L'inspection a été annoncée le 9 décembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite au récolement de l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 octobre 2025. Cet arrêté autorise la mise en place d'un système d'évapo-concentration visant à supprimer tout rejet d'eaux industrielles dans l'environnement (objectif de zéro rejet liquide). Il actualise également le statut administratif ICPE du site, précise les quantités de produits chimiques autorisées et fixe des prescriptions relatives à la gestion des effluents, à la réduction de la consommation d'eau et au renforcement de la sécurité incendie, notamment en ce qui concerne le confinement des eaux d'extinction.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHROME DUR INDUSTRIEL MC 16
- Route Nationale 141 Fontafie - 16270 NIEUIL
- Code AIOT : 0007201225
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHROME DUR dispose actuellement d'un arrêté préfectoral d'enregistrement du 29 mars

2021. Les dispositions applicables sont précisées par ses articles 1.5.1 et 1.5.2, à savoir que :

- les prescriptions associées à l'enregistrement se substituent aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2002,
- les prescriptions de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565 s'appliquent.

Contexte de l'inspection :

- Récolement de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/10/2025, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Voies engins et accès pompiers	Arrêté Préfectoral du 14/10/2025, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zéro rejets industriels	Arrêté Préfectoral du 14/10/2025, article 3	Sans objet
2	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 14/10/2025, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du site, il a été constaté que l'exploitant n'a pas pu démontrer que le chemin situé au nord du site est actuellement praticable par les engins de lutte contre l'incendie et conforme aux exigences réglementaires.

Il est donc demandé à l'exploitant de transmettre les éléments permettant de justifier que cette voie d'accès est adaptée à l'intervention des services de secours (dimensions, portance, conditions de manœuvre, entretien, etc.) et qu'elle respecte la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, l'exploitant doit également justifier la mise en place d'une vanne guillotine permettant le confinement des eaux en cas de sinistre. À ce jour, le dispositif de confinement repose sur un obturateur gonflable. Un justificatif de la capacité de rétention de ces eaux est également attendu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zéro rejet industriel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2025, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, évapo-concentrateur
Prescription contrôlée : <p>Aucun rejet d'effluents industriels n'est autorisé dans le milieu naturel.</p> <p>L'ensemble des effluents industriels produits sont traités en interne par des procédés physico-chimiques et d'évapo-concentration tels que décrits dans le porter-à-connaissance reçu le 28 juillet 2025 susvisé.</p> <p>Tous les effluents liquides sont transportés par un réseau de tuyauteries à double paroi (dont l'exploitant teste périodiquement l'étanchéité).</p> <p>Jusqu'à la mise en œuvre du procédé d'évapo-concentration, ces effluents sont dirigés vers cinq cuves dédiées, dont le volume total est de 27 m³ (4 cuves de 6 m³ et 1 cuve de 3 m³) et équipées d'une double enveloppe.</p> <p>Après mise en œuvre de l'évapo-concentration, les concentrats issus du procédé sont stockés dans l'une de ces cinq cuves, en attente d'évacuation.</p> <p>Le plan des réseaux aqueux de l'établissement est modifié pour tenir compte de la configuration avec la mise en œuvre du procédé d'évapo-concentration. Ce plan contient les items réglementaires requis.</p> <p>Les cinq cuves d'effluents, situées dans un local spécifique, sont associées à une rétention / fosse béton résinée anti-acide d'une capacité ad hoc (au moins 63 m³). Cette fosse comporte une sonde de détection de seuil de niveau bas afin d'observer toute présence de liquide. Cette sonde de détection est raccordée à un système d'alarme perceptible par le personnel exploitant. Le dispositif de détection des fuites, ainsi que les alarmes associées, font l'objet de tests périodiques dont la traçabilité est assurée par l'exploitant.</p> <p>Lorsque les cuves atteignent leur capacité maximale, les déchets, classés dangereux, sont pris en charge par des filières spécialisées de traitement et de valorisation.</p>
Constats : <p>L'installation dispose d'un local dédié à la récupération de l'ensemble des déchets toxiques, répartis dans six cuves à double paroi, implantées sur rétention et équipées d'un système de détection automatique de fuite. Lorsque la sixième cuve est pleine, l'exploitant procède à l'enlèvement des déchets par une filière autorisée, en l'occurrence SARP.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a précisé que le procédé d'évapo-concentration n'était pas encore mis en place. Son installation est prévue à l'horizon 2027. Dans l'attente, la gestion des effluents repose exclusivement sur le stockage temporaire en cuves et leur évacuation vers la filière agréée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2025, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des consommations d'eau
Prescription contrôlée : <p>Les prélèvements d'eau, pour les besoins du process, sont autorisés, depuis le réseau public, à hauteur de 500 m³/an. L'exploitant suit régulièrement les consommations d'eau de son</p>

établissement et consigne les relevés sur un registre.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que les besoins annuels en eau de l'entreprise, estimés à hauteur de 500 m³ par an, devraient être atteints grâce aux équipements de traitement désormais en place. L'osmoseur ainsi que l'ioniseur sont d'ores et déjà installés à ce jour. Ces dispositifs permettent une réduction significative des consommations d'eau et une optimisation du fonctionnement du procédé.</p> <p>Par ailleurs, la mise en place d'un évapo-concentrateur est programmée pour 2027. Cet équipement viendra compléter le dispositif existant et contribuera à améliorer la gestion des effluents, en limitant les volumes d'eau consommés et rejetés.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2025, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité de confinement et étanchéité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité de confinement disponible et étanche sur site, spécifiquement dédiée pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie, doit être suffisante.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier que les ouvrages dédiés au confinement des eaux d'extinction d'incendie, présents sur site, sont suffisants et répondent au besoin évalué à au moins 150 m³ en application du calcul D9A dans sa version de juin 2020 (tel qu'indiqué dans le porte à connaissance de 2025 susvisé).</p> <p>L'exploitant dispose de la capacité de confinement des eaux d'extinction ad hoc <u>sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.</u></p> <p>L'ensemble des volumes confinés doit être constitué dans des zones étanches et intègres et l'exploitant doit être en mesure de le justifier.</p> <p>L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs permettant d'attester des capacités réelles des zones valorisées pour le confinement des eaux d'extinction.</p> <p>De manière générale, les dispositifs d'isolement et de maintien des eaux d'extinction sur site sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables localement en toute circonstance (avec un dispositif manuel ou doté d'une alimentation électrique autonome). Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>Le dispositif d'obturation doit être signalé et accessible afin d'être mis en œuvre prioritairement par le personnel, ou en son absence par les sapeurs-pompiers.</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que les évènements des vides sanitaires ont fait l'objet d'un traitement spécifique visant à prévenir tout risque de pollution ou de transfert de substances vers l'extérieur du site en cas de sinistre. Ces aménagements permettent ainsi de contribuer à la démonstration de la capacité de confinement du site et de son étanchéité vis-à-vis des écoulements accidentels.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a procédé à la mise en place d'un seuil au niveau du portail coulissant situé le long du chemin au nord du site. Cette disposition vise à renforcer le confinement des eaux d'extinction ou de tout écoulement accidentel, en limitant leur propagation hors de l'enceinte de l'établissement.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué envisager la mise en place d'une vanne à guillotine sur le</p>

<p>réseau d'évacuation des eaux, afin de permettre un isolement rapide et efficace des écoulements en cas de sinistre.</p> <p>Ce dispositif serait privilégié en remplacement d'un obturateur gonflable à insérer dans la canalisation, solution jugée peu fiable et insuffisamment sécurisante pour garantir un confinement optimal des eaux d'extinction ou de tout rejet accidentel.</p> <p>La mise en place d'une vanne à guillotine, actionnable rapidement et intégrée de manière permanente au réseau, permettra d'assurer une meilleure maîtrise du confinement et de renforcer la protection de l'environnement en situation d'urgence.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs relatifs à l'installation de la vanne à guillotine (fiche technique, plan d'implantation, modalités d'exploitation et de maintenance, le cas échéant), permettant d'attester de sa conformité et de son efficacité au regard des objectifs de confinement des eaux en cas de sinistre.</p> <p>En complément, l'exploitant devra transmettre à l'Inspection des installations classées un plan de situation ou tout document technique équivalent permettant de justifier et de vérifier la capacité de confinement du site, prescrite à hauteur de 150 m³ minimum.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Voies engins et accès pompiers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2025, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Avis du SDIS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La voie engins pour les pompiers respecte les dispositions du II de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé. En outre, la voie engins permet une circulation sur la périphérie complète des installations autorisées par le présent arrêté. À cet effet, l'exploitant est en mesure de justifier que le chemin présent au Nord du site est praticable par les pompiers et respectent les dispositions associées. Afin de le justifier, l'exploitant sollicite l'avis du SDIS et met en œuvre les éventuelles recommandations formulées dans ce cadre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que le chemin situé au nord du site est, en l'état, praticable par les engins d'incendie et conforme aux dispositions réglementaires applicables.</p> <p>Un exercice avec le SDIS, prévu en septembre prochain, devra permettre de vérifier les conditions réelles d'accessibilité et, le cas échéant, d'identifier les mesures correctives à mettre en œuvre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments permettant de justifier que la voie d'accès Nord est adaptée à l'intervention des services de secours (caractéristiques dimensionnelles, portance, conditions de manœuvre, maintien en état, etc.) et conforme aux exigences réglementaires en vigueur.</p> <p>À défaut, des mesures correctives envisagées ainsi qu'un calendrier de mise en œuvre afin de</p>

garantir l'accessibilité du site aux engins d'incendie devra être transmis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 8 mois